

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 MARS 1912.

Projet de loi approuvant la Convention conclue le 2 février 1912 entre la Colonie du Congo belge et MM. Goffin et Paulissen, pour l'étude d'un chemin de fer reliant le Lualaba au lac Moero.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre aux Chambres Législatives un projet de loi approuvant la convention du 2 février 1912, conclue entre la Colonie et MM. Goffin et Paulissen, ingénieurs. Cette convention a pour objet de charger ces derniers d'étudier un tracé de chemin de fer reliant le Lualaba navigable au lac Moero et de leur accorder un droit de préférence pour la concession éventuelle de la construction et de l'exploitation de ce chemin de fer. L'article 6 de la Convention peut entraîner pour la Colonie des charges financières, et c'est à ce titre que l'approbation de l'accord fait l'objet d'un projet de loi.

L'exposé de la question des chemins de fer, publié l'année dernière par le Ministère des Colonies, signale le projet de MM. Goffin et Paulissen sous le nom de « Chemin de fer de l'Urua ». Mais ses promoteurs, dans leur première requête, visaient, outre le tracé Lualaba-Moero, celui d'une voie ferrée reliant le Lualaba à la voie fluviale Sankuru-Kasai. Comme il est dit dans l'Exposé de la question des chemins de fer (P. XXXVI), cette dernière section fait en quelque sorte double emploi avec la ligne décrétée de Bukama, sur le Lualaba, à Lukengo-Lusambo, sur le Sankuru. Elle double aussi, entre Ankoro et Tshofa, le tronçon Kongolo-Kindu du chemin de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.

Dans la convention soumise à l'approbation des Chambres, le Gouvernement s'est borné au chemin de fer destiné à relier le Lualaba, vers Ankoro, au lac Moero. Cette voie, qui suivra vraisemblablement la rive droite de la Luvua, desservira la région riveraine de ce fleuve, celles des monts Mitumba, du Moero et du Luapula navigable, soit toute une partie du territoire du Sud-Est du Katanga.

Ces régions sont actuellement l'objet d'actives explorations au point de vue minier. Des découvertes d'étain, de cuivre, d'or y ont été faites. A l'heure actuelle, il est encore impossible d'émettre une opinion sur la valeur de ces découvertes, mais on peut constater notamment que la Société de recherches minières du Bas-Katanga et la Société Géologique et Minière des Ingénieurs et Industriels Belges y ont choisi des blocs de plusieurs centaines de milliers d'hectares pour poursuivre leurs recherches minières. De nombreux cercles réservés y ont été retenus par ces sociétés ou par ces prospecteurs isolés. Enfin, c'est dans les parages du Moero et du Luapula que se trouvent les pipes diamantifères des Kundelungu.

Cependant, le Gouvernement n'a pas cru pouvoir prendre dès maintenant des engagements en ce qui concerne la construction et l'exploitation du chemin de fer de l'Urua. S'il importe, en raison de la situation présente et pour préparer l'avenir, d'en commencer immédiatement les études et de les poursuivre rapidement — c'est l'objet de la convention — il a paru prématuré de décréter dès maintenant l'établissement de la ligne et d'arrêter les conditions de sa construction et de son exploitation. Sur ces derniers points la Convention réserve l'avenir. Une fois les études terminées et les devis dressés par MM. Goffin et Paulissen, le Gouvernement aura à examiner la question de la concession du chemin de fer. A cette époque, il sera mieux à même de juger de l'utilité du chemin de fer projeté et au cas où celle-ci serait reconnue, de préciser les conditions financières de l'entreprise.

Le Ministre des Colonies,

J. RENKIN.

PROJET DE LOI

approuvant la Convention conclue le 2 février 1912 entre la Colonie du Congo belge et MM. Goffin et Paulissen, pour l'étude d'un chemin de fer reliant le Lualaba au lac Moero.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives par Notre Ministre des Colonies.

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvée la Convention ci-annexée intervenue le 2 février 1912 entre la Colonie du Congo belge, d'une part, et MM. Louis Goffin et Ernest Paulissen, contractant solidairement, d'autre part.

Donné à Bruxelles, le 3 mars 1912.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

ALBERT.

J. RENKIN.

WETSONTWERP

tot goedkeuring der Overeenkomst op 2 Februari 1912 gesloten tusschen de Kolonie Belgisch-Congo en de Heeren Goffin en Paulissen, voor de studie van eenen spoorweg die de Lualaba met het Meer Moero zou verbinden.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het volgend wetsontwerp zal in Onzen Naam door Onzen Minister van Koloniën aan de Wetgevende Kamers ter overweging aangeboden worden.

EENIG ARTIKEL.

Is goedgekeurd de hierbij behorende Overeenkomst, den 2 Februari 1912 gesloten tusschen de Kolonie Belgisch-Congo eenerzijds, en de Heeren Lodewijk Goffin en Ernest Paulissen, solidair verbonden, anderzijds,

Gegeven te Brussel, den 3^{en} Maart 1912.

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

CONVENTION.

Entre les soussignés :

La Colonie du Congo Belge, représentée par M. Jules Renkin, Ministre des Colonies, agissant sous réserve de ratification par les Chambres Législatives, d'une part, et MM. Louis Goffin, Ingénieur, 452, Avenue Louise, à Bruxelles, et Ernest Paulissen, Ingénieur à Vilvorde, contractant solidairement, de seconde part,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER.

Les contractants de seconde part s'engagent à entreprendre, dans les six mois de la ratification de la présente convention par les Chambres Législatives, les études complètes d'un chemin de fer réunissant, dans les conditions les plus favorables, le Lualaba (aux environs d'Ankoro) au lac Moero (aux environs du Pweto).

ART. 2.

Sauf les cas de force majeure et sous peine de déchéance des droits reconnus par la présente convention, les contractants de seconde part devront avoir terminé les études dans un délai maximum de trois ans à compter de la date de la ratification visée à l'article précédent.

ART. 3.

Les études se feront aux frais exclusifs des contractants de seconde part.

ART. 4.

Les résultats provisoires des études seront communiqués au Gouvernement au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Dans les six mois de leur achèvement, il sera remis au Ministre des Colonies, une expédition des études faites, comprenant le plan du tracé et le profil longitudinal de la ligne, l'indication générale des types de matériel fixe et de matériel roulant et un devis estimatif.

ART. 5.

Si le Gouvernement décide la construction et l'exploitation de la ligne, par voie de concession ou par tout autre système que la régie directe, (qu'il s'agisse de la construction et de l'exploitation ou de l'une des deux seule-

ment), les contractants de seconde part ou leurs ayants droit auront, à conditions égales, un droit de préférence pour l'obtention de la concession ou de l'entreprise.

ART. 6.

Si, dans un délai de deux ans à dater de la remise de l'expédition définitive des études et du devis estimatif au Ministre des Colonies, la construction et l'exploitation, ou tout au moins la construction, ne sont pas accordées aux contractants de seconde part, ou à leurs ayants droit, la Colonie leur remboursera, sur production d'un relevé accompagné de pièces justificatives, toutes les dépenses faites pour l'exécution des études, majorées de l'intérêt simple au taux de 4 p. c. l'an, et deviendra ipso facto propriétaire des études. Il est entendu que les dépenses portées en compte ne pourront dépasser une moyenne de deux mille francs par kilomètre.

ART. 7.

Les contractants de seconde part pourront, avec l'autorisation préalable et donnée par écrit du Ministre des Colonies, se substituer, dans les droits et obligations résultant de la présente convention, une association en participation réunissant un capital espèces d'au moins sept cent mille francs et dont ils justifieront.

Fait en double à Bruxelles, le 2 février mil neuf cent et douze.

(s) L. GOFFIN.

(s) J. RENKIN.

(s) E. PAULISSEN.

(6)

(1)
(Nr 114.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 MAART 1912.

Wetsontwerp tot goedkeuring der Overeenkomst op 2 Februari 1912 gesloten tusschen de Kolonie Belgisch-Congo en de Heeren Goffin en Paulissen, voor de studie van eenen spoorweg, die de Lualaba met het Meer Moero zou verbinden.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ingevolge de bevelen des Konings, heb ik de eer aan de Wetgevende Kamers ter overweging aan te bieden : een ontwerp van wet tot goedkeuring der overeenkomst, op 2 Februari 1912 gesloten, tusschen de Regeering der Kolonie en de Heeren Goffin en Paulissen, ingenieurs. Deze overeenkomst heeft ten doel, de laatstgenoemden te gelasten de richtingslijn van eenen spoorweg te bestudeeren, die de bevaarbare Lualaba met het meer Moero zou verbinden en hun een voorkeurrecht te schenken bij de gebeurlijke concessie van den aanleg en de uitbating van dezen spoorweg. Artikel 6 dezer Overeenkomst kan aan de Kolonie geldelijke lasten veroorzaken en het is uit dien hoofde dat de goedkeuring der overeenkomst het voorwerp van een wetsontwerp uitmaakt. De memorie van het vraagstuk der spoorwegen, verleden jaar door het Ministerie van Koloniën opgesteld, duidt het ontwerp der Heeren Goffin en Paulissen aan, onder de benaming « Chemin de Fer de l'Urna ». Maar buiten de richtingslijn Lualaba-Moero, beoogden zijne voorstanders in hun eerste rekwes, de richtingslijn van eenen spoorweg welke de Lualaba met den waterweg Sankuru-Kasaï zou verbinden. Zooals er in de memorie van het vraagstuk der spoorwegen (Bl. XXXVI) gezegd is, vormt deze laatste sectie, in zekere mate eene verdubbeling der vastgestelde lijn van Bukama, op de Lualaba met Lukengo-Lusambo, op de Sankuru. Zij verdubbelt ook tusschen Ankoro en Tshofa, het baanvak Kongolo-Kindu van den spoorweg van den Boven-Congo naar de Groote Afrikaansche Meren.

In de overeenkomst aan de goedkeuring der Kamers onderworpen heeft de Regeering zich bepaald bij den spoorweg, die bestemd is de Lualaba nabij Ankoro, met het meer Moero te verbinden. Deze baan, die waarschijnlijk den rechteroever der Luvua zal volgen, zal de oeverstreek van dezen stroom, die

van de Mitumba-bergen, van het meer Moero en van de bevaarbare Luapula, hetzij gansch een gedeelte van Zuid-West-Katanga bedienen. In deze streken wordt er tegenwoordig op het gebied delfstoffen-opzoeken naarstig gearbeid. Men heeft er tin, koper, goud ontdekt. Voor het oogenblik is het nog onmogelijk zijne meening te uiten betrekkelijk de waarde dezer ontdekkingen, maar men kan namelijk vaststellen dat de « Société de recherches minières du Bas-Katanga » en de « Société géologique et minière des ingénieurs et industriels belges » er blokken gronds van verschillende honderd duizenden hectaren hebben uitgekozen om er hunne mijnopzoeken voort te zetten. Deze vennootschappen of alleen-werkende prospectors hebben er een groot aantal voorbehouden kringen besproken.

Eindelijk is het in de streken van het meer Moero en van de Luapula dat de diamantaders van Kundelungu gevonden worden.

De Regeering heeft evenwel niet gemeend van nu af verbintenissen te kunnen aangaan voor hetgeen het leggen en het uitbaten betreft van den spoorweg van Urna. Indien het van belang is, om reden van den huidige toestand en om de toekomst voor te bereiden er onmiddellijk de studie van te beginnen en ze haastig voort te zetten — wat het voorwerp der overeenkomst uitmaakt — heeft het voorbarig geschenen van stonde af aan, tot het leggen der baan te besluiten en de voorwaarden van haren aanleg en van hare uitbating vast te stellen. De overeenkomst wacht voor deze laatste punten de toekomst af. Wanneer eenmaal de studie geëindigd is en de bestekken door de Heeren Goffin en Paulissen zijn opgemaakt, zal de Regeering het voorstel tot concessie van den spoorweg te onderzoeken hebben. Op dit tijdstip zal zij beter in staat zijn over het nut van den ontworpen spoorweg te oordeelen in geval dit zou erkend zijn, de geldelijke voorwaarden van de onderneming nauwkeurig te bepalen.

De Minister van Koloniën,

J. RENKIN.

PROJET DE LOI

approuvant la Convention conclue le 2 février 1912 entre la Colonie du Congo belge et MM. Goffin et Paulissen, pour l'étude d'un chemin de fer reliant le Lualaba au lac Moero.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives par Notre Ministre des Colonies.

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvée la Convention ci-annexée intervenue le 2 février 1912 entre la Colonie du Congo belge, d'une part, et MM. Louis Goffin et Ernest Paulissen, contractant solidairement, d'autre part.

Donné à Bruxelles, le 5 mars 1912.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

ALBERT.

J. RENAIN.

WETSONTWERP

tot goedkeuring der Overeenkomst op 2 Februari 1912 gesloten tusschen de Kolonie Belgisch-Congo en de Heeren Goffin en Paulissen, voor de studie van eenen spoorweg die de Lualaba met het Meer Moero zou verbinden.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het volgend wetsontwerp zal in Onzen Naam door Onzen Minister van Koloniën aan de Wetgevende Kamers ter overweging aangeboden worden.

EENIG ARTIKEL.

Is goedgekeurd de hierbij behorende Overeenkomst, den 2 Februari 1912 gesloten tusschen de Kolonie Belgisch-Congo eenerzijds, en de Heeren Lodewijk Goffin en Ernest Paulissen, solidair verbonden, anderzijds,

Gegeven te Brussel, den 5^{en} Maart 1912.

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

OVEREENKOMST.

Tusschen de ondergeteekenden :

De Kolonie Belgisch-Congo, vertegenwoordigd door den Heer Julius Renkin, Minister van Koloniën, handelend onder voorbehoud van bekrachtiging door de Wetgevende Kamers, eenerzijds, en de Heeren Lodewijk Goffin, Ingenieur, 452, Louisalaan, te Brussel, en Ernest Paulissen, Ingenieur, te Vilvoorden, solidair verbonden, anderzijds,

WERD OVEREENGEKOMEN HETGEEN VOLGT :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomsten anderzijds verbinden zich binnen de zes maand na de bekrachtiging dezer overeenkomst door de Wetgevende Kamers, de volledige studie te ondernemen van eenen Spoorweg, die onder de voordeligste voorwaarden de Lualaba (in de omstreken van Ankoro) met het meer Moero (in de omstreken van de Pweto) zou aansluiten.

ART. 2.

Uitgenomen in geval van overmacht en onder pene van verval der rechten, door deze overeenkomst erkend, zullen de overeenkomsten anderzijds de studie voleindigd hebben binnen een tijdsbestek van ten hoogste drie jaar te rekenen van den datum waarop de bij vorig artikel bedoelde bekrachtiging wordt uitsgesproken.

ART. 3.

Deze studie zal uitsluitend geschieden op kosten van de overeenkomsten anderzijds.

ART. 4.

De voorloopige uitgaven der studie zullen aan de Regeering overgemaakt worden naar gelang de werken vooruitgaan. Binnen de zes maand na hunne voltooiing, zal er aan den Minister van Koloniën een afschrift der gedane studie overhandigd worden, begrijpend : het plan van de lijn, dezès overlansche doorsnede, de algemeene aanduiding der modellen van het vast materieel en van het rollend materieel, alsmede een bestek waarbij de kosten beraamd worden.

ART. 5.

Indien de Regeering beslist de lijn aan te leggen en uit te baten door concessie of door elk ander stelsel buiten dat van het rechtstreeksch eigenbeheer (moge het ook den aanleg *en* de uitbating gelden, of enkel één van de twee)

zullen de overeenkomenden anderzijds of hunne rechthebbenden, onder gelijke voorwaarden, het voorkeurrecht hebben tot het bekomen der concessie of der aanneming.

ART. 6.

Indien de aanleg en de uitbating of ten allerminste de aanleg aan de overeenkomenden anderzijds of aan hunne rechthebbenden niet toegestaan werden binnen een tijdsbestek van twee jaar, te rekenen van de overhandiging van het bepaald afschrift van de studie en het beramend bestek aan den Minister van Koloniën, zal de kolonie hun op voorlegging van eenen staat en dezès bewijsstukken, al de uitgaven terugbetalen die gedaan werden voor het uitvoeren der studie, vermeerderd met enkelen interest van 4 t. h. 's jaars, en zij zal door dit feit eigenaar worden van de studie. Er werd overeengekomen dat de in rekening gebrachte uitgaven de gemiddelde som van twee duizend frank per kilometer niet zullen mogen te boven gaan.

ART. 7.

De overeenkomenden anderzijds zullen, mits voorafgaande en schriftelijke machtiging van den Minister van Koloniën, in hunne plaats kunnen stellen, — binnen de rechten en verplichtingen uit deze overeenkomst voortvloeiende, — eene maatschappij met aandeelen waarvan het gezamenlijk kapitaal in muntspeciën ten minste zevenhonderd duizend frank zal bedragen en waarvan zij bewijs zullen voorleggen.

In dubbel opgemaakt te Brussel, den 2ⁿ Februari duizend negenhonderd en twaalf.

(get.) L. GOFFIN.

(get.) J. RENKIN.

(get.) E. PAULISSEN.